

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,



Depuis deux ans, c'est-à-dire depuis le début de la pandémie, les personnels revendentiquent les moyens nécessaires pour exercer leurs missions, le recrutement massif et immédiat d'enseignants pour assurer le remplacement des personnels absents et le maintien des heures de classes dues aux élèves.

Pour autant, le Ministère, tournant le dos aux revendications des personnels, notamment en termes de recrutement, continue sa politique dévastatrice de destruction de l'Ecole en particulier, et de la Fonction publique en général : contre-réformes incessantes imposées aux personnels, restructurations, suppression d'emplois, développement de l'emploi contractuel précaire, smicardisation d'un nombre toujours plus élevé de fonctionnaires. Cette politique a des effets désastreux en matière de santé et de sécurité au travail ! Nous le constatons tous les jours dans nos établissements et dans nos services....

La FNEC-FP et sa fédération de fonctionnaires la FGF ne peut que condamner cette logique et exiger l'arrêt pur et simple des réformes et restructuration imposées aux personnels !

Il y a donc bien toujours un problème de moyens qui dégrade les conditions de travail et d'enseignement ! Comment accepter alors que le ministre Blanquer se targue d'avoir rendu 675 millions d'euros sur son budget ces deux dernières années ?

Ce manque de moyens accordés pèse sur tous les personnels, enseignants, directeurs, chef d'établissements, AESH, Inspecteurs aussi ... ce à quoi se rajoutent les soucis liés à l'inclusion scolaire systématique à laquelle la FNEC FP FO s'est toujours opposée.

Nous souhaitons vous alerter sur un nombre important de dossiers, et sur lesquels nous reviendrons en détail, qui nous sont remontés massivement depuis la rentrée concernant des collègues gravement mis à mal, voire attaqués physiquement par des élèves dans le cadre de leurs fonctions ; parfois aussi par des parents. Les collègues concernés remplissent des fiches RSST ou rédigent via leur directeur des faits établissements mais les situations ne se règlent pas pour autant. Les collègues restent désemparés, démunis, parfois traumatisés par des situations que l'on ne devrait pas voir dans les établissements : coup de pieds, chaises lancées sur des adultes, tables et chaises renversées, morsures jusqu'au sang, crises pendant lesquelles il faut 3 adultes ou plus pour maîtriser un élève, ...

Le nombre de fiches RSST sur ce sujet est toujours aussi éloquent et le manque de places dans les structures spécialisées est grandissant. Il y a un glissement inacceptable de la prise en charge de ces élèves dans les structures et les classes. Ainsi, les IME et les ITEP accueillent de plus en plus des élèves relevant des hôpitaux de jour, les ULIS des enfants relevant d'IME, ou de SEGPA, les classes classiques des enfants d'ULIS ... Encore une fois, le manque de moyens impacte les conditions de travail et d'enseignement tout en maltraitant l'ensemble des acteurs et en leurrant les familles !

La FNEC-FP FO demande la création de tous les postes nécessaires dans les établissements spécialisés, la fin de l'inclusion systématique avec l'abrogation de la loi de Refondation, la création d'établissements spécialisés à hauteur des besoins, le recrutement de tous les AESH nécessaires en leur garantissant un vrai salaire et un statut de fonctionnaire.

En tout état de cause, parce que nous ne pouvons-nous satisfaire de ce constat, nous exigeons que pour toute situation d'urgence dans lesquelles nos collègues sont menacés, harcelés, voire agressés, il y ait l'application immédiate de l'article 11 du statut de la Fonction

publique.

Dans ce cadre, nous demandons que les IEN reçoivent immédiatement les collègues victimes d'agressions pour les assurer de leur soutien et de leur protection et que les parents soient convoqués par l'Institution scolaire (IEN ou Direction Académique) afin d'être recadrés.

Lorsque ces violences à répétition émanent d'élèves, eux-mêmes en souffrance, nous demandons que des solutions soient prises dans l'urgence : respect des notifications (ITEP, hôpital de jour, ...), déscolarisation totale ou partielle, changement de classe ou d'école, recrutement des AESH nécessaires et manquant par dizaines sur chaque circonscription...

La réponse à la situation d'un élève tapant par exemple quotidiennement, depuis des semaines ou des mois, plusieurs adultes de l'école ne peut plus être pédagogique.

Nous continuons aussi de demander en parallèle une véritable médecine du travail qui assure le suivi des agents et nous demandons que l'imputabilité au service de l'accident ou de la maladie (RPS, dépression, burn out) soit systématiquement reconnue par la Direction Académique lorsque nos collègues déclarent un accident de service.

Dans le registre des contre-réformes, le Conseil des ministres du 9 mars a adopté le décret mettant fin au statut actuel des inspecteurs généraux, qui seront nommés désormais sur mission, et qui seront dans une plus grande dépendance envers les ministres. La FNEC FP FO tient à exprimer son inquiétude quant à l'avenir des ISST et de l'indépendance qu'exige leur fonction, a fortiori au moment où le gouvernement s'acharne à vider les CHSCT de leurs prérogatives. Dans la continuité, la FNEC-FP FO rappelle son opposition à la loi de la Transformation de la Fonction Publique qui va supprimer les CHSCT en créant une nouvelle entité suite à la fusion avec les comités techniques.

Enfin, pour conclure, nous nous réunissons aussi alors qu'un conflit militaire perdure en Ukraine, conflit que Force Ouvrière condamne évidemment.

La FNEC FP-FO apporte son soutien aux personnels de l'éducation ukrainiens et à leurs organisations ainsi qu'à tous les peuples actuellement victimes d'actes de guerre.